

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/31703]

13 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal portant les modalités d'octroi des subsides pour soutenir le régime de fin de carrière des membres du personnel du cadre opérationnel de la police locale pour les années 2018 et 2019

## RAPPORT AU ROI

Sire,

Cet arrêté prévoit pour les années 2018 et 2019 l'octroi d'une aide financière de l'Etat, sous forme de subside, destinée aux zones de police et ce afin de permettre à ces dernières de faire face aux surcoûts et aux charges budgétaires dus à l'allongement de la carrière des membres du personnel concernés par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 103/2014 du 10 juillet 2014.

Cette aide financière est constituée d'une part du coût réel (pécule de vacances et prime de fin d'année compris) des membres du personnel bénéficiant de la non-activité préalable à la pension et d'autre part du coût réel (pécule de vacances et prime de fin d'année compris mais hors les autres allocations et indemnités) des membres du personnel remplissant les conditions pour pouvoir bénéficier de la non-activité, mais qui font le choix de continuer à travailler plus longtemps. En effet, dans le cadre plus global de l'approche de la problématique des pensions et de son financement sur le long terme, le Gouvernement souhaite soutenir et encourager le maintien à l'emploi des membres du personnel répondant aux conditions de l'article XII.XIII.1<sup>er</sup> du PJPoL. Il est d'ailleurs agréable de noter que 65 % des bénéficiaires potentiels font le choix de continuer à travailler.

Il s'agit d'un remboursement trimestriel du coût salarial total y compris le pécule de vacances et la prime de fin d'année, à l'exclusion d'autres allocations et indemnités sauf en ce qui concerne le dernier trimestre de l'année. Pour ce dernier, le remboursement pour la période octobre-novembre est réalisé dans le courant du mois de décembre et celui pour ce dernier est effectué avant la fin du mois de janvier de l'année suivante.

Le Conseil des Ministres du 11 octobre 2015 a décidé de prévoir un mécanisme de financement temporaire concernant les années de budget 2016-2019.

En effet, un montant équivalent aux économies réalisées sur les pensions de la police locale est inscrit dans la section 17 du Budget Général des Dépenses pour le financement du régime de fin de carrière de la police locale sous forme de subsides :

(2016 : BA 17.90.12.43.51.02 : 29.093 KEUR)

(2017 : BA 17.90.12.43.51.02 : 35.600 KEUR)

2018 : BA 17.90.12.43.51.02 : 38.020 KEUR

2019 : BA 17.90.12.43.51.02 : 36.878 KEUR

Cet arrêté royal fixe les modalités d'octroi sur base de la ligne budgétaire BA 17.90.12.43.51.02 pour les années restantes de la législature, à savoir 2018 et 2019.

Cet arrêté contribue à une simplification administrative en évitant la rédaction annuelle d'un arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
J. JAMBON

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/31703]

13 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit houdende de wijze van toekenning van de subsidies ter ondersteuning van het eindeloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de lokale politie voor de jaren 2018 en 2019

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit voorziet voor de jaren 2018 en 2019 in de toekenning van een financiële steun van de Overheid, in de vorm van een subsidie, bestemd voor de politiezones om het hen mogelijk te maken de meerkost en de budgettaire lasten op te vangen die te wijten zijn aan een verlenging van de loopbaan van de personeelsleden die in het arrest n° 103/2014 van 10 juli 2014 van het Grondwettelijk Hof worden bedoeld.

Deze financiële steun bestaat, enerzijds, uit de reële kost (met inbegrip van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage) van de personeelsleden die de non-activiteit voorafgaand aan de pensionering genieten en, anderzijds, uit de reële kost (met inbegrip van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage maar met uitsluiting van de andere toelagen en vergoedingen) van de personeelsleden die aan de voorwaarden voldoen om aanspraak te maken op de non-activiteit maar die ervoor kiezen om langer te werken. In het meer algemeen kader van de aanpak van de pensioenproblematiek en van de financiering ervan op lange termijn, wil de Regering immers de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van artikel XII.XIII.1 RPPoL, ondersteunen en aanmoedigen om langer aan de slag te blijven. Het is derhalve verheugend vast te stellen dat 65% van de potentiële begunstigen ervoor kiest om te blijven werken.

Het gaat om een trimestriële terugbetaling van de totale loonkosten, met inbegrip van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage, met uitsluiting van andere toelagen en vergoedingen behalve wat het laatste jaarkwartaal betreft. Voor dat kwartaal gebeurt de terugbetaling voor de periode oktober-november in de loop van de maand december en de terugbetaling voor de maand december wordt uitgevoerd vóór het einde van de maand januari van het daaropvolgende jaar.

De Ministerraad van 11 oktober 2015 heeft beslist om te voorzien in een tijdelijk financieringsmechanisme voor de begrotingsjaren 2016-2019.

Een bedrag dat gelijk is aan de besparingen die worden gerealiseerd op de pensioenen van de lokale politie wordt immers ingeschreven in sectie 17 van de Algemene Uitgavenbegroting voor de financiering van het eindeloopbaanregime van de lokale politie in de vorm van subsidies :

(2016 : BA 17.90.12.43.51.02 : 29.093 KEUR)

(2017 : BA 17.90.12.43.51.02 : 35.600 KEUR)

2018 : BA 17.90.12.43.51.02 : 38.020 KEUR

2019 : BA 17.90.12.43.51.02 : 36.878 KEUR

Dit koninklijk besluit bepaalt de wijze van toekenning op basis van de budgettaire lijn BA 17.90.12.43.51.02 voor de resterende jaren van de legislatuur, met name 2018 en 2019.

Dit besluit draagt bij tot een administratieve vereenvoudiging door het vermijden van een jaarlijkse redactie van een koninklijk besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en  
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

**13 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal portant les modalités d'octroi des subsides pour soutenir le régime de fin de carrière des membres du personnel du cadre opérationnel de la police locale pour les années 2018 et 2019**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu la loi du 6 juin 2016 organisant le financement des mesures de fin de carrière pour les membres de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo1);

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 2015 portant dispositions relatives au régime de fin de carrière pour des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 6 novembre 2017;

Vu l'avis du Conseil des bourgmestres, donné le 8 novembre 2017;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la limite des moyens financiers disponibles, les zones de police se voient accorder pour l'année 2018 et/ou l'année 2019 un subside pour chacun des membres du personnel répondant aux conditions de l'article XII.XIII.1<sup>er</sup> du PJPo1 respectivement pour l'année 2018 et/ou l'année 2019.

**Art. 2.** Le subside visé à l'article 1<sup>er</sup> pour les membres du personnel en non-activité préalable à la pension est égal au traitement d'attente visé à l'article XII.XIII.5 du PJPo1, majoré du pécule de vacances et de la prime de fin d'année, ainsi que des cotisations patronales y afférentes, à l'exclusion d'autres allocations et indemnités. Le subside n'est toutefois pas accordé pour chaque mois calendrier complet de congé de maladie du membre du personnel ou pour lequel le salaire n'a pas été supporté par la police locale ou est déjà remboursé par une autre autorité.

Pour les autres membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, le subside est égal au traitement réellement payé, majoré du pécule de vacances et de la prime de fin d'année, ainsi que des cotisations patronales y afférentes, à l'exclusion d'autres allocations et indemnités. Le subside n'est toutefois pas accordé pour chaque mois calendrier complet de congé de maladie du membre du personnel ou pour lequel le salaire n'a pas été supporté par la police locale ou est déjà remboursé par une autre autorité.

**Art. 3.** Les corps de police locale transmettent, par trimestre clôturé, les demandes accompagnées des pièces justificatives à la police fédérale dans le but de se voir accorder les subsides visés à l'article 1<sup>er</sup>.

Pour le dernier trimestre de l'année, les demandes pour la période octobre et novembre, ainsi que les estimations pour le mois de décembre sont transmises à la police fédérale au plus tard le 10 décembre de l'année en cours. Les estimations pour ce dernier mois sont confirmées ou le cas échéant adaptées par les corps de police locale auprès de la police fédérale avant le 29 décembre de l'année en cours.

Toute nouvelle demande d'octroi dudit subside concernant l'année en cours, introduite au-delà du 10 décembre de l'année en cours est considérée nulle et non-avenue.

**Art. 4.** Les dépenses visées dans le présent arrêté sont respectivement imputées sur la section 17 "Police fédérale et fonctionnement intégré" du budget général des dépenses pour les années 2018 et 2019, allocation de base 90.12.43.51.02 et ce, tant en engagement qu'en liquidation.

Avant de procéder au paiement, l'avis de l'Inspection des Finances est recueilli.

Si les subsides demandés sont supérieurs à la limite des moyens financiers disponibles, les montants accordés sont réduits proportionnellement en fonction des crédits disponibles.

**13 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit houdende de wijze van toekenning van de subsidies ter ondersteuning van het eindloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de lokale politie voor de jaren 2018 en 2019**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op de wet van 6 juni 2016 tot regeling van de financiering van de eindloopbaanmaatregelen voor de personeelsleden van de lokale politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo1);

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 2015 houdende bepalingen inzake het eindloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 6 november 2017;

Gelet op het advies van de Raad van burgemeesters, gegeven op 8 november 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op dd 30 november 2017;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de beschikbare financiële middelen, ontvangen de politiezones in het jaar 2018 en/of in het jaar 2019 een subsidie voor elk van hun personeelsleden die aan de voorwaarden van artikel XII.XIII.1 RPPo1 beantwoorden in respectievelijk het jaar 2018 en/of in het jaar 2019.

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde subsidie voor personeelsleden in non-activiteit voorafgaand aan de pensionering is gelijk aan het wachtgeld bedoeld in artikel XII.XIII.5 RPPo1, vermeerderd met het vakantiegeld en de eindejaarstoelage berekend overeenkomstig het tweede lid van hetzelfde artikel, alsook de patronale bijdragen dienaangaande.

Voor de in artikel 1 bedoelde andere personeelsleden is de subsidie gelijk aan de reëel betaalde wedde, vermeerderd met het vakantiegeld en de eindejaarstoelage, alsook de patronale bijdragen dienaangaande, met uitsluiting van andere toelagen en vergoedingen. De subsidie wordt niet toegekend voor elke volledige kalendermaand tijdens dewelke het personeelslid in ziekteverlof is of voor dewelke de wedde niet door de lokale politie wordt gedragen of reeds door een andere overheid wordt terugbetaald.

**Art. 3.** De korpsen van de lokale politie bezorgen, per afgesloten trimester, de aanvragen met de bewijsstukken aan de federale politie om de in artikel 1 bedoelde subsidie te ontvangen.

Voor het laatste jaarkwartaal worden de aanvragen voor de periode van oktober en november, evenals de ramingen van de maand december naar de federale politie doorgestuurd uiterlijk op 10 december van het lopende jaar. De ramingen voor die laatste maand worden bevestigd, of in voorkomend geval aangepast, door de korpsen van de lokale politie aan de federale politie vóór 29 december van het lopende jaar.

Iedere nieuwe vraag tot toekenning van voornoemde subsidie met betrekking tot het lopende jaar, ingediend na 10 december van het lopende jaar wordt als nietig beschouwd.

**Art. 4.** De uitgaven bedoeld in dit besluit, worden respectievelijk aangerekend op de sectie 17 "Federale Politie en geïntegreerde werking" van de algemene uitgavenbegroting voor de jaren 2018 en 2019, basisallocatie 90.12.43.51.02 en dit zowel in vastlegging als in vereffening.

Alvorens tot betaling wordt overgegaan, wordt het advies van de Inspectie van Financiën ingewonnen.

Indien de aangevraagde subsidies de beschikbare financiële middelen overschrijden, worden de toegekende bedragen proportioneel verminderd volgens de nog beschikbare kredieten.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 6.** Le Ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
J. JAMBON

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :  
De Vice-Eerste Minister en  
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/31718]

**17 DECEMBRE 2017.** — Arrêté royal portant exécution de l'article 57/6/1, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, établissant la liste des pays d'origine sûrs

### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'objet du présent arrêté est d'établir la liste de pays sûrs visée à l'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : « Loi sur les étrangers »), inséré par la loi du 19 janvier 2012.

La loi prévoit une procédure spécifique de refus de prise en considération, assortie de délais plus brefs pour le traitement des demandes d'asile de personnes originaires de pays désignés comme pays d'origine sûrs. Un examen individuel effectif reste indispensable, mais la présomption prévaut que, dans le chef du demandeur d'asile, il n'existe pas de crainte de persécution, ni de risque réel d'atteinte grave, étant donné qu'il vient d'un pays d'origine sûr.

L'arrêté royal du 3 août 2016 (publié au *Moniteur belge* du 29 août 2016) visait à donner exécution à l'article 57/6/1, alinéa 4, de la Loi sur les étrangers, qui prévoit l'établissement d'une liste de pays d'origine sûrs, sur la proposition conjointe du ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et du ministre des Affaires étrangères.

L'article 57/6/1 de la Loi sur les étrangers prévoit que le Roi détermine au moins une fois par an, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la liste des pays d'origine sûrs. Ceci fait l'objet du présent projet d'arrêté.

Le 18 juillet 2013, la Cour constitutionnelle se prononça par un arrêt 107/2013 sur le recours en annulation de l'article 57/6/1 de la Loi sur les étrangers. La Cour conclut au rejet du recours (sous réserve de deux interprétations, concernant les mineurs étrangers non-accompagnés et les autres personnes vulnérables) avec pour conséquence que la réglementation de la liste des pays d'origine sûre reste maintenue.

La Loi sur les étrangers stipulait aussi que le Conseil du contentieux des étrangers devait statuer dans un court délai (2 mois) et que seul un recours en annulation (à introduire dans les 30 jours) était ouvert à ces demandeurs d'asile originaires de pays d'origine sûrs, donc sans effet suspensif automatique.

La Cour constitutionnelle annula par un arrêt n°1/2014 du 16 janvier 2014 les dispositions législatives déterminant la procédure de recours pour les ressortissants de pays sûrs. Cependant, cet arrêt n'a d'effet que sur le traitement des recours devant le Conseil du contentieux des étrangers et n'entraîne de conséquence directe ni sur la pratique du Commissaire général aux réfugiés et apatrides, ni sur l'existence de la liste de pays sûrs. Le Commissaire général aux réfugiés et apatrides peut donc à l'avenir continuer à prendre des refus de prise en considération en application de la réglementation de la liste des pays d'origine sûr. La liste conserve un puissant effet dissuasif.

La modification légale intervenue le 10 avril 2014 suite à l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle, prévoyait les adaptations nécessaires à la procédure de recours pour les demandeurs d'asile originaires de pays sûrs.

La directive procédure de l'Union européenne (Directive 2005/85/CE du 1<sup>er</sup> décembre 2005) permet, en ses articles 30 et 31, d'introduire une liste de pays d'origine sûrs, mais prévoit à cette fin des critères

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/31718]

**17 DECEMBER 2017.** — Koninklijk besluit tot uitvoering van het artikel 57/6/1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, houdende de vastlegging van de lijst van veilige landen van herkomst

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit heeft tot doel de lijst met veilige landen vast te leggen, zoals bedoeld in het artikel 57/6/1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet), ingevoegd bij de wet van 19 januari 2012.

De wet voorziet een specifieke procedure tot niet-inoverwegingname met kortere termijnen voor de behandeling van asielaanvragen van personen afkomstig uit landen die zijn aangemerkt als veilig land van herkomst. Een individueel en effectief onderzoek blijft noodzakelijk, maar het vermoeden geldt dat er in hoofde van de asielzoeker geen vrees voor vervolging of een reëel risico op ernstige schade aanwezig is, gezien zijn afkomst uit een veilig land van herkomst.

Het koninklijk besluit van 3 augustus 2016 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 2016) beoogde de uitvoering van het artikel 57/6/1, vierde lid van de Vreemdelingenwet, dat voorziet in de vastlegging van een lijst van veilige landen van herkomst op gezamenlijk voorstel van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de minister van buitenlandse zaken.

Artikel 57/6/1 van de Vreemdelingenwet schrijft voor dat de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, ten minste eenmaal per jaar de lijst van veilige landen van herkomst bepaalt. Dit vormt het onderwerp van voorliggend ontwerp van besluit.

Op 18 juli 2013 sprak het Grondwettelijk Hof zich uit bij arrest nr. 107/2013 over de vordering tot vernietiging van het artikel 57/6/1 van de Vreemdelingenwet. Het Hof besloot tot de verwerping van het beroep (onder voorbehoud van twee interpretaties met betrekking tot de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en de andere kwetsbare personen), waardoor de regeling van de lijst van veilige landen van herkomst gehandhaafd blijft.

De Vreemdelingenwet voorzagt ook een korte beslissingstermijn voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (twee maanden), waarbij er enkel een annulatieberoep (binnen de 30 dagen) openstond voor deze asielzoekers afkomstig uit veilige landen van herkomst, dus zonder automatisch schorsende werking.

Het Grondwettelijk Hof vernietigde in arrest nr. 1/2014 van 16 januari 2014 de wetsbepalingen die de beroepsprocedure voor asielzoekers uit een veilig land van herkomst bepalen. Dit arrest heeft echter enkel effect met betrekking tot de behandeling van de beroepen voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, maar heeft voor het beleid van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en het bestaan van de lijst van veilige landen geen direct effect. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan dan ook verder beslissingen van niet-overwegingname nemen met toepassing van de regeling van de lijst van veilige landen van herkomst. De lijst blijft een sterk ontradend effect hebben.

De wetswijziging van 10 april 2014 voorzagt in navolging van het voornoemde arrest van het Grondwettelijk Hof in de noodzakelijke aanpassingen aan de beroepsprocedure voor asielzoekers afkomstig uit een veilig land van herkomst.

De EU-asielprocedurerichtlijn (Richtlijn 2005/85/EG van 1 december 2005) laat in zijn artikelen 30 en 31 toe de lijst veilige landen van herkomst in te voeren, maar geeft wel strikt omlijnde criteria mee voor